



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES2007

Pays : Hongrie

Correspondant national

Nom Prénom : **SZEPLAKI-NAGY Gabor**

Profession : **Chef du Cabinet**

Organisation : **du Président de la Cour Suprême de Hongrie**

E-mail : **nagy@justice.hu**

N° Téléphone : **+36306859769**

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

10066000

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat /le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	46654900000
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitants (en €)

8926

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

8178

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2007

1,00 EUR = 251,28 HUF

Veillez indiquer les sources des questions 1 à 4

Hungarian Central Statistical Office

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 2. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

277750000

7) Veuillez préciser

The figure includes the budget of the Supreme Court, the 5 appeal courts, the Metropolitan Court, the 19 county courts and the Office of the National Council of Justice and the amounts for investments, compensation, EU-funded projects and the contingencies.

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés:

Budget public annuel alloué aux salaires

☒ Oui

(bruts)		221600000
Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)	☒ Oui	3200000
Budget public annuel alloué aux frais de justice	☒ Oui	13200000
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	☒ Oui	29800000
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	☒ Oui	7900000
Budget public annuel alloué à la formation	☒ Oui	700000
Autres (Veuillez préciser)	☐ Oui	

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années)

2002: +5,5%

2003: +44,2%

2004: +34,6%

2005: -0,4%

2006: -0,3%

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

☐ en matière pénale ?

☒ en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

In general, litigants who do not have sufficient financial means, are not required to pay a tax or fee to start a proceeding, they can be granted court fee exemptions, right of prenotation of court fees. Furthermore, litigants are exempt from paying court fees in certain types of legal disputes (for instance in employment-related lawsuits, lawsuits concerning child accomodation and delivery etc.). There are some legal persons who receive personal duty exemption, for example public authorities (the State of Hungary, local governments) and non-governmental organisations.

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

0

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

600700000

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

198981

14) Si possible, veuillez préciser

	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	no data	no data

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

116005000

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	☐	☐	☐	☐
Autre ministère	☐	☐	☐	☐
Parlement	☐	☒	☐	☒
Cour Suprême	☐	☐	☐	☐
Conseil Supérieur de la Magistrature	☒	☐	☒	☒
Tribunaux	☒	☐	☐	☒
Organisme d'inspection	☐	☐	☐	☒
Autre	☐	☐	☐	☐

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (suite de la question 18):

The State Audit Authority as a specific inspection body is in charge of evaluating the use of the State Budget.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**
- **si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires**

The annual budget of the courts is adopted by the Parliament. The National Council of Justice is in charge of allocating the amount among the courts (Supreme Court, appeal courts, county courts and the Office of the National Council of Justice).

The detailed budgetary plans are prepared by the judicial institutions.

These plans are to be submitted to the Parliament for adoption, following their financial supervision by the Office of the National Council of Justice.

Subsequently, the Parliament is in charge of approving the execution of the budget.

Veillez indiquer les sources pour les questions 6, 7, 13 et 16

Sources regarding questions 6, 7, 13: the statistical database of the Office of the National Council of Justice

Sources regarding question 16: the database of the Prosecutor General's Office

2. Accès à la justice

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	☒	☒
Conseil juridique	☒	☒
Autres	☐	☐

21) Si autres, veuillez préciser (suite de la question 20) :

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

The legal aid system consists of:

1. granting exoneration of the court duties and court fees,
2. free appointment of an attorney at law

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

In principle, legal aid is granted for the whole judicial procedure, including the execution of judicial decisions. In contrast to this rule, the losing party shall reimburse the costs and fees of execution for the prevailing party.

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local:

	Nombre
Total	43.834
En matière pénale	0
En matière autre que pénale	43.834

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Non	Oui	Total
en matière pénale ?		yes	107 euros
en matière autre que pénale ?		yes	107 euros

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- ☒ Oui
- ☐ Non

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser est-elle prise par :

- ☒ le tribunal ?
- ☐ une instance extérieure au tribunal ?
- ☐ une instance mixte tribunal/organe externe ?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Veillez préciser :

In general, the Hungarian legal system does not prohibit the establishment of legal expense insurance services. However, these services exist only in a few areas, e.g. liability insurance for car holders.

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	oui	non
en matière pénale ?	☒	☐
en matière autre que pénale ?	☒	☐

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les questions 24 et 26

Sources for questions 24 and 26: the statistical database of the Office of the National Council of Justice.

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites / portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement (Veuillez précisez les adresses Internet) :

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? ☒ oui

www.magyarorszag.hu,
www.magyarkozlony.hu,
www.irm.gov.hu

à la jurisprudence des hautes juridictions ? ☒ oui

www.lb.hu,
www.birosag.hu

à d'autres documents (par exemple formulaires) ? ☒ oui

www.irm.gov.hu

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, veuillez préciser:

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

Based on Act CXXXV of 2005 on the help and compensation of victims of crimes, regional services are being established to provide assistance for victims. In addition, several non-governmental organisations and associations carry out aiding activities within the same scope.

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	☐	☒	☐	☐
Victimes du terrorisme	☐	☐	☐	☐
Enfants/Témoins/Victimes	☐	☒	☒	☐
Victimes de violence domestique	☐	☐	☐	☐
Minorités ethniques	☐	☐	☒	☒
Personnes handicapées	☐	☒	☐	☐
Délinquants mineurs	☒	☒	☒	☐
Autres	☐	☐	☐	☐

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

☒ Oui

☐ Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

☒ un dispositif public ?

☐ une décision du tribunal ?

☐ un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

The compensation procedure concerns the victims of the crimes indicated hereinafter: homicide, serious bodily harm, rape, assault causing irrevocable deficiency, assault causing death, robbery, driving under the influence of alcohol.

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- ☒ Oui
☐ Non

si oui, veuillez préciser :

The issue of victim compensation in criminal proceedings has been addressed by several authors in the past ten years:

Tünde A. BARABÁS: Compensation of victims. In: Acta Humana, 1997/26.

József VIGH: Means of indemnification against damages in the Hungarian criminal justice system. In: Jogelméleti szemle, 2003/2.

Ilona GÖRGÉNYI: Indemnification by the state, restitution by the offender and endeavours for restorative justice. In: A viktimológia alapkérdései, negyedik fejezet (The basic issues of victimology, Ch. IV), 2004.

Erika RÓTH: The position of the injured party in criminal proceedings. In: Áldozatsegítés Európában 2004 (Victim support in Europe 2004). The 2005 publication of the Ministry of Justice.

Anna KISS: The role of the adhesion procedure in criminal proceedings. In: Kriminológiai Tanulmányok (Studies in Criminology) 2005/42.

It must be noted that a comprehensive research on „The role of the injured party in criminal proceedings” is being carried out by the National Institute of Criminology (an institute of the Attorney General's Office).

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

Section 51 of the Act on the Criminal Code: “the victim shall be entitled to a) be present at the procedural actions 8unless provided otherwise by this Act) and to inspect the documents affending him or her in the course of procedure, b) make motions and objections at any stage of the procedure, c) receive information from the prosecutor and the investigating authority concerning his or her rights and obligations during the criminal proceedings, c) file for legal remedy in the cases specified in this Act.”

The prosecutor ensure the protection of rights of the persons – including victims - involving into criminal procedure. (Section 1 of the Act on the Prosecution Service)

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez specifier :

There are cases where private prosecution or supplementary private prosecution is allowed. If so, the court notifies the victim of the decision of the public prosecutor, and the victim has 30 days from the receipt of the notification to declare whether (s)he intends to go on with the case as a private or supplementary private prosecutor.

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- ☒ durée excessive de la procédure ?
- ☐ non exécution des décisions de justice?
- ☒ arrestation injustifiée ?
- ☒ condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

According to Section 2, Paragraph 3 of the Code of Civil Procedure, the party to proceedings may file a claim for compensation of the violation of his/her right to have a fair trial within a reasonable period of time.

If the convicted person is acquitted in the course of an extraordinary remedy, s(he) may submit a request for compensation within 6 months from the announcement of the decision.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- ☒ Enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- ☒ Enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- ☒ Enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- ☒ Enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- ☒ Enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- ☐ Enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc :

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (Enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	☐	☒
Enquêtes au niveau des tribunaux	☐	☒

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte sur la performance (par exemple la durée des procédures) ou sur le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge)?

- ☒ Oui
- ☐ Non

44) Si oui, veuillez préciser :

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	☒	☒
Instance supérieure	☒	☒
Ministère de la Justice	☒	☒
Conseil supérieur de la magistrature	☒	☒
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	☐	☐

Pouvez-vous donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

Plea against trial delay (Section 114/A in the Act III of 1952 on the Code of Civil Procedure, Section 262/A in the Act XIX of 1998 on the Criminal Procedure). Pleas: Sections 141-143 in the Act XXIX of 2004 on Amendments and Repeals of Legal Regulations and other Legislative Changes Related to Hungary's Accession to the European Union, regulation on the complaints procedure of the National Council of Justice, N° 15/1999. In every year, the National Council of Justice analyses the reasons of delays regarding court proceedings and it adopts administrative provisions against the delays. The plea against delays was introduced by April 1 of 2006, therefore there is not enough information to evaluate the efficiency of it.

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau)

	Nombre total
Tribunaux: de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	131
Tribunaux: spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	20
Tous les tribunaux (implantations géographiques)	157

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés)

Individual labour/employment disputes are handled through specialized first instance labour courts. Twenty specialized labour courts administer justice in Hungary.

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, veuillez spécifier :

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant :

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance	111
un licenciement	20
un vol avec violence	131

Veuillez préciser ce qu’est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a

changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Small claims concern disputed amounts under 5 million HUF (20.000 EUR).

Veuillez indiquer les sources pour la question 45

Sources for question 45: the statistical database of the Office of the National Council of Justice.

3. 1. 2. Juges, personnels tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

2.838

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	0
si possible, donnée en équivalent temps plein	0

51) Veuillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veuillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

There are 4.382 non-professional judges within the Hungarian judiciary.

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

7.937

56) Si possible, pouvez-vous distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes:

personnels non juge (Rechtspfleger), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours	☒ Oui	464
personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers	☒ Oui	3.264
personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	☒ Oui	2.912
personnels techniques	☒ Oui	1.297

Veuillez indiquer les sources pour les questions 49, 50, 52, 53 et 55

Sources for these questions: the statistical database of the Office of the National Council of Justice.

3. 1. 3. Procureurs

57) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

1.743

58) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez spécifier :

There are cases where private prosecution or supplementary private prosecution is allowed during criminal proceedings.

59) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

2.394

Veuillez indiquer les sources pour les questions 57 et 59

Sources: the statistical database of the General Prosecutor's Office

3. 1. 4. Budget et Nouvelles technologies

60) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	☒	☒	☐	☒
Président du tribunal	☒	☒	☒	☒
Directeur administratif du tribunal	☒	☒	☒	☒
Greffier en chef	☐	☐	☐	☐
Autre	☒	☒	☒	☒

61) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

The Parliament approves the budget of the courts each year. The detailed budget is approved by the National Council of Justice.

62) Pour l'assistance directe au travail du juge / du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	- 10 % des tribunaux
Traitement de texte	☒	☐	☐	☐
Base de données électronique pour la jurisprudence	☒	☐	☐	☐
Dossiers électroniques	☒	☐	☐	☐
E-mail	☒	☐	☐	☐
Connexion internet	☒	☐	☐	☐

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	☒	☐	☐	☐
Système d'information sur la gestion du tribunal	☒	☐	☐	☐
Système				

d'information financière	☒	☐	☐	☐
--------------------------	-------------------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	☒	☐	☐	☐
Site internet spécifique	☒	☐	☐	☐
Autres moyens de communication électronique	☒	☐	☐	☐

65) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire? (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent)

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution :

Office of the National Council of Justice
Hungary, 1055-Budapest, Szalay utca 16.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les questions 62, 63 et 64

Sources: the statistical database of the Office of the National Council of Justice

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

66) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

- ☒ Oui
☐ Non

67) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- ☒ le nombre de nouvelles affaires ?
☒ le nombre de décisions rendues ?

☒ le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?

☒ la durée des procédures (délais)?

☒ autre?

Veuillez préciser:

The Courts regularly monitor the number of finished and unfinished cases, the pecuniary value of the amount claimed in court cases and the number of the persons accused in criminal cases.

68) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

☒ Oui

☐ Non

Veuillez préciser

The performance of each court is evaluated on the basis of the number of incoming, pending and closed cases, furthermore on the individual assessment of judges working for the court.

69) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance?

☒ Oui

☐ Non

70) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice.

☒ Nouvelles affaires

☒ Durée des procédures (délais)

☒ Affaires terminées

☒ Affaires pendantes et stocks d'affaires

☐ Productivité des juges et des personnels des tribunaux

☐ Pourcentage d'affaires traitées par un juge unique

☐ Exécution des décisions pénales

- ☐ Satisfaction du personnel des tribunaux
- ☐ Satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- ☐ Qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
- ☐ Coûts des procédures judiciaires
- ☐ Autre

Veillez préciser:

71) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge?

- ☒ Oui
- ☐ Non

72) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- ☐ pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- ☐ pouvoir législatif
- ☒ pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature)
- ☐ autre

Veillez préciser

74) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

Performance targets are determined on the basis of the number of incoming, pending and closed cases, as well as on the basis of the length of proceedings. These targets are aimed at individual judges and also at courts.

75) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performances des tribunaux :

- ☒ le Conseil supérieur de la Magistrature
- ☐ le Ministère de la Justice
- ☐ un organe d'inspection
- ☐ la Cour Suprême
- ☐ un organe d'audit extérieur
- ☐ autre?

Autre, veuillez préciser :

76) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

The evaluation of judges' performance is determined by the Act LXVII of 1997 on the Legal Status and Remuneration of Judges. The evaluation shall include an inspection of the material, procedural and administrative aspects of judges' activities. More detailed procedural rules in this matter are laid down in specific regulations issued by the National Council of Justice.

77) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

78) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- ☒ en matière civile ?
- ☒ en matière pénale ?
- ☒ en matière administrative ?

79) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

Special database management systems allow courts to mesure waiting time during judicial procedures.

80) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- ☒ Oui
☐ Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation) :

81) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public ?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

The Prosecutor General is obliged to submit annual reports to the Parliament regarding the evaluation of the prosecution services.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux**

Veuillez indiquer les sources pour les questions 70, 71, 72 et 76

Sources: the statistical database of the Office of the National Council of Justice

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

82) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience? (jugements par défaut)

20,47

83) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

☒ Oui

☐ Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année) :

4.150

84) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence :

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	1	0	25	0
Procédures civiles - Article 6§1 (non exécution)	0	0	0	0
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	3	0	5	0

Veuillez indiquer les sources pour les questions 82 et 84

Sources for question 82: the statistical database of the Office of the National Council of Justice.

Sources for question 84: the statistical database of the Ministry of Justice and Law Enforcement.

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

85) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

☒ en matière civile ?

☒ en matière pénale ?

☒ en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser :

Courts hear civil cases in the form of expedited (or) summary procedures in legal actions related to liability for damages caused by judges, in cases concerning bills of exchange, in most lawsuits concerning family affairs and in enforcement proceedings.

Criminal courts hear cases in the form of expedited (or) summary procedures in criminal cases concerning crimes against minors, in extraordinary remedial procedures, in criminal cases where the accused is under arrest.

Administrative courts hear cases in the form of expedited (or) summary procedures in cases related to the judicial review of administrative decisions concerning family affairs.

86) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- ☒ en matière civile (petits litiges) ?
- ☒ en matière pénale (petites infractions) ?
- ☒ en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

In civil cases concerning small claims, the creditor can request the issuance of a judicial injunction against the debtor in the frame of a simplified non-litigious procedure. If the amount claimed by the creditor does not exceed the sum of 200.000 HUF (800 EUR), the simplified procedure is to be applied automatically.

In criminal cases the courts have the possibility to hear cases in simplified procedures such as the procedure against the absent accused, the renouncement of the trial and the omission of the trial.

In administrative matters the courts administer justice in simplified procedures in cases regarding family law affairs.

87) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles et administratives

88) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives(1-7)	122691	607254	601006	128939
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	87739	178338	179317	86760
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	29093	413159	405984	36268
3 Affaires relatives à l'exécution	987	3687	3728	946
4 Affaires relatives au registre foncier**	405	1459	1479	385
5 Affaires relatives au registre du commerce**	24022	276013	277493	22542
6 Affaires administratives*	5859	15757	15705	5911
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	74622	315743	318917	71448
8 Affaires pénales (infractions graves)	55887	135449	136524	54812
9 Petites infractions	18735	180294	182393	16636

89) * Les affaires mentionnées aux catégories 3 à 5 (exécution, registre foncier, registre du commerce) sont exclues de ce total et doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires mentionnées à la catégorie 6 (affaires administratives) sont exclues de ce total pour les pays disposant de tribunaux spécialisés ou d'unités spécialisées au sein des juridictions.

**** s'il y a lieu**

Remarque : pour les affaires pénales il peut y avoir une difficulté de classification entre affaires pénales graves et petites infractions. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative). Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires reportées dans la catégorie affaires pénales (infractions graves) et les affaires à reporter dans la catégorie "petites infractions".

Explication

The severe criminal cases are defined by the Act IV of 1978 on the Criminal Code, the misdemeanour cases are defined by the Act LXIX of 1999 on the offences and other laws.

Criminal offences are defined in Section 11 of the Act IV of 1978 on the Criminal Code. Section 11 provides that severe criminal offence is an act of crime perpetrated intentionally and punishable by imprisonment of two or more years. Every other act of crime enumerated in the Criminal Code is a minor criminal offence. Criminal offences are punishable by imprisonment, community service work or fines, as well as by some ancillary punishments.

Misdemeanour offences are dealt with in administrative law procedure, therefore misdemeanour offences are not regarded as acts of crime. The misdemeanour cases are defined by the Act LXIX of 1999 on the offences and other laws. Sanctions for the perpetrators of such offences are of administrative nature.

90) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	9789	39989	39375	10403
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	6995	23690	23246	7493
2 Affaires civiles (et				

commerciales) non contentieuses*	2428	15413	15202	2639
3 Affaires relatives à l'exécution	118	543	517	144
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**	10	12	21	1
6 Affaires administratives	366	886	927	325
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	6044	34443	33993	6494
8 Affaires pénales (infractions graves)	6020	33926	33469	6477
9 Petites infractions	24	517	524	17

91) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses);

(veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	1277	6146	5838	1585
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	716	4580	4503	793
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives	561	1566	1335	792
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	161	1420	1397	184
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

92) Nombre d'affaires de divorces, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance (compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1er janvier 2006	Affaires nouvelles	Décisions	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Divorces	14101	35561	35705	14357
Licenciements	3277	4823	5006	3094
Vols avec violence			1612	
Homicides volontaires			158	

93) Durée moyenne des procédures (à partir de la date de saisine du tribunal)

	fait l'objet d'un appel	de plus de 3 ans			
Divorces	3,19				
Licenciements					

Vols avec violence					
Homicides volontaires					

94) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce:

Specific procedural provisions govern divorce cases as provided by Sections 276-291 of Chapter XV of the Civil Procedure Code. Divorce action can be initiated by the husband or wife, regardless any faulty behavior on behalf of either of the parties. Therefore, fault grounds are not required to be indicated in the divorce action. The court can decide to dissolve the marriage, if it is proven that the matrimonial life between the spouses has completely and irreparably deteriorated. The court is obliged to seek friendly settlement between the parties and also obliged to give high priority to the interests of the child(ren) involved in the case. The court can include decisions on child custody, child support, spousal support, a division of marital property, a determination of separate property, exclusive possession of the marital residence in its judgement even if the parties have not demanded to court to do so. The court can order ex officio the taking of additional evidences, which is relatively rare in other civil proceedings. Specific rules exist as regards legal remedies to judgements in divorce cases, e.g. the reopening of the case is prohibited.

95) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? (veuillez décrire la méthode de calcul)

The time is calculated from the qualified registration of the case, suspension and pause are not included.

96) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- ☒ diriger ou superviser l'enquête policière
- ☒ faire des enquêtes
- ☒ quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- ☒ porter une accusation
- ☒ soumettre l'affaire au tribunal
- ☒ proposer une peine au juge
- ☒ faire appel
- ☒ superviser la procédure d'exécution
- ☒ classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- ☐ clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- ☒ autre attribution significative

Veuillez préciser:

The prosecutor in the criminal procedure disposes of some other significant powers such as to appeal to the third instance court, to submit a petition for review of the case, to submit a petition for the reopening of the case, to use remedy in favour of legality and to participate in special and simplified criminal procedures.

97) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

According to the Code of Civil Procedure, prosecutors can initiate civil proceedings if the person concerned is incapable of acting in his/her own interests.

Prosecutors also play an important role in exercising general legal supervision regarding administrative acts.

98) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter ce tableau :

	Reçues par le Procureur	Classées sans suite par le Procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le Procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le Procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur	Portées par le Procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	149749		29810			76835

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les questions 92 à 94 et question 98

Sources: the statistical database of the General Prosecutor's Office

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

99) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- ☒ Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- ☐ Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- ☐ Une combinaison des deux
- ☒ Autres

Si autres, veuillez préciser :

Candidates for trainee judgeship were invited to apply for the post via the president of the chosen court. However, the recruitment system is currently undergoing some important modifications, thus the Hungarian Academy for the training of judges will play a monopolic role in the recruitment of trainee judges.

Candidates for judgeship are invited to submit their applications to president judge of the chosen court who shall transmit the applications, upon proposal of the National Council of Justice, to the President of the Republic. The President of the Republic shall appoint the judges.

100) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- ☐ une instance composée seulement de juges ?
- ☐ une instance composée seulement de non juges
- ☒ une instance composée de juges et de non juges ?

101) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges :

Depending on the post to be filled, candidates shall submit their applications to the president of the cour concerned or to the National Council of Justice.

102) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? (Veuillez préciser)

Promotions consist in obtaining court executive positions within the judiciary.

Court executive positions shall be filled by way of tender unless otherwise prescribed by legal provisions. Tender notices shall be published by the competent authority (the president judge or the National Council of Justice).

Tender documents shall specify all requirements for the executive position to which they pertain.

103) Comment sont recrutés les procureurs ?

- ☐ Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- ☐ Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- ☐ Une combinaison des deux
- ☒ Autres

Si autres, veuillez préciser :

Candidates for trainee prosecutorship and for prosecutorship shall submit their applications to the Prosecutor General who shall appoint them.

104) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement en début de carrière, par :

- ☒ une instance composée seulement de procureurs ?
- ☐ une instance composée de seulement de non procureurs?
- ☐ une instance composée de procureurs et de non procureurs?

105) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

106) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? (veuillez préciser)

Promotions consist in obtaining prosecution executive positions within the prosecutorial system.

Prosecution executive positions shall be filled by way of tender.

Tender notices shall be published by the Prosecutor General.

Tender documents shall specify all requirements for the executive position to which they pertain.

107) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

☒ Oui

☐ Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

The first appointment of judges is usually for a limited period of 3 years, which after a mandate is given for an undetermined period. In special cases even the first appointment can be valid for an unlimited period.

108) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs ?

☒ Oui

☐ Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

The first appointment of prosecutors is usually for a limited period of 3 years, which after a mandate is given for an undetermined period. In special cases even the first appointment can be valid for an unlimited period.

109) Si non, qu'elle est la durée du mandat ?

Est-il renouvelable ?

pour les juges

☐ oui, veuillez
préciser la
durée

pour les procureurs

☐ oui, veuillez
préciser la
durée

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation**110) Nature de la formation des juges.**

Est-elle obligatoire?

- ☒ Formation initiale
- ☒ Formation continue générale
- ☒ Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- ☒ Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. présidence d'un tribunal)
- ☒ Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

111) Fréquence de la formation des juges :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	☐	☒	☐
Formation continue générale	☒	☐	☐
Formation continue pour des fonctions spécialisées	☒	☐	☐
Formation continue pour des fonctions spécifiques	☒	☐	☐
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	☒	☐	☐

112) Nature de la formation des procureurs.
Est-elle obligatoire?

- ☒ Formation initiale
- ☒ Formation continue générale
- ☒ Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- ☒ Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. procureur général et/ou gestionnaires)
- ☒ Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

113) Fréquence de la formation des procureurs :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	☐	☒	☐
Formation continue générale	☒	☐	☐
Formation continue spécialisée	☒	☐	☐
Formation continue pour des fonctions spécifiques	☒	☐	☐
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	☒	☐	☐

vous pouvez indiquer ci-dessous :
- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits

de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour**- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

As a result of long lasting preparatory works on behalf of the National Council of Justice, the Hungarian Judicial Academy opened its gates on the 1st of September 2006 with the task to provide initial training for trainee judges and to provide general, as well as special in-service training for judges, court executives and court employees. The Judicial Academy organizes compulsory and optional seminars to help judges and other court staff members to get familiarized with both national and community law.

Meanwhile, as a result of an order issued by the Prosecutor General in 2005, the Hungarian Training Center for Prosecutors started to operate the 1st of January 2006, having mainly the same tasks as those of the Judicial Academy regarding the initial training of trainee prosecutors and the in-service training of prosecutors and prosecution service employees.

5. 2. Exercice de la profession**5. 2. 1. Salaires****114) Salaires des juges et des procureurs (compléter le tableau)**

	Salaire annuel brut (Euro)	Salaire annuel net (Euro)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	30430	13789
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	42154	19119
Procureur au début de sa carrière	30430	13789
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	42154	19119

115) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	☐	☐
Retraite spécifique	☐	☐
Logement de fonction	☐	☐
Autre avantage financier	☒	☒

116) Si autre avantage financier, veuillez précisez :

Judges and prosecutors have additional benefits such as refund of dressing expenses, meal contribution, work bonus, on-duty bonus, housing allowances, resettlement assistance, social and schooling aid, family support, vacation contribution, scholarship, aid for training, contribution for life and pension, supplementary insurance.

117) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	☒	☐	☐
Recherche et	☒	☐	☐

publication			
Arbitrage	☐	☐	☒
Consultant	☐	☐	☒
Fonction culturelle	☒	☐	☐
Autre fonction	☒	☐	☐

118) Si autre fonction, veuillez préciser

Judges can also combine their work with artistic and design activities.

119) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	☒	☐	☐
Recherche et publication	☒	☐	☐
Arbitrage	☐	☐	☒
Consultant	☐	☐	☒
Fonction culturelle	☒	☐	☐
Autre fonction	☒	☐	☐

120) Si autre fonction, veuillez préciser :

Prosecutors can also combine their work with artistic and design activities.

121) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer la source pour la question 114

Sources: the statistical database of the Office of the National Council of Justice

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

122) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser :

In the event of any allegation of professional misconduct by a judge, disciplinary proceedings shall be initiated:

1. by the National Council of Justice in case of court executives who fall within the appointment authority of the National Council of Justice,
2. by the president judge of the court at which the affected judge administers justice.

In the event of any allegation of professional misconduct by a prosecutor, disciplinary proceedings shall be initiated by the chief prosecutor under whom the prosecutor fulfills his/her tasks.

123) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

Disciplinary tribunals have the disciplinary power on judges. The tribunals operate at county court level or at appeal court level as first instance disciplinary authorities.

Disciplinary tribunals also operate at the Supreme Court as first or second instance authorities.

A disciplinary tribunal consists of a three-member panel (the president judge and two judges as disciplinary arbitrators).

Chief prosecutors dispose of direct disciplinary powers without requiring the assistance of a special panel. However, the chief prosecutor can mandate an investigation officer for the preparation of the disciplinary proceedings.

124) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de procédures disciplinaires intentées

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	14	5
1. Faute déontologique	6	3
2. Délit pénal		
3. Insuffisance professionnelle	8	
4. Autre		2

125) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de sanctions prononcées

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	9	5
1. Réprimande	6	3
2. Suspension		
3. Révocation		
4. Amende		
5. Diminution de salaire temporaire	2	2
6. Rétrogradation de poste		
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement		
8. Démission	1	
9. Autre		

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

126) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

9850

127) Ce chiffre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

☐ Oui

☒ Non

128) Nombre de conseillers juridiques

no data

129) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ?

☒ Affaires civiles*

☒ Affaires pénales - Défendeur*

☐ Affaires pénales - Victime*

☐ Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

Lawyers have a monopoly of representation in civil cases before the appeal courts and the Supreme Court, but not before local and county courts.

Lawyers as defendants have a monopoly of representation in criminal cases during the whole length of criminal proceedings.

Victims of criminal cases can be represented by their family members.

The parties to administrative proceedings can be represented by any person having the mandate of the parties.

130) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

☒ un barreau national ?

☐ un barreau régional ?

☒ un barreau local ?

Veuillez préciser :

There are 20 local bars and the National Bar.

Veillez indiquer la source pour la question 126

Register of the National Bar

6. 1. 2. Formation

131) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

☐ Oui

☒ Non

132) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

☐ oui

☒ Non

133) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations / à un certain niveau de diplôme / à certaines autorisations ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

Certain branches of law require a postgraduate training at the Postgraduate Training Institute of Law. After the completion of a specific four-semester-long training and the subsequent passing of an exam, a professional certificate is granted.

Q131.

Candidates with a law degree can apply for different positions requiring legal skills such as prosecutor trainee, judge trainee, junior attorney at law (candidate lawyer), junior legal counsel or legal assistant in the public or private sector. No specific initial training or examination is needed to get a post as a candidate lawyer, meanwhile in other fields specific entry examination has recently been introduced, e.g. for judge and prosecutor trainees. After the expiry of an average three-year-long training period in the practice, lawyers as well as other legal professionals are required to pass their professional exams in order to obtain a fully qualified legal status

6. 1. 3. Honoraires

134) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

☐ Oui

☒ Non

135) Les honoraires des avocats sont-ils :

- ☐ réglementés par la loi ?
- ☐ réglementés par le Barreau ?
- ☒ librement négociés ?

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

136) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

☒ Oui

☐ Non

137) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- ☒ le Barreau ?
- ☐ le législateur ?
- ☐ autre ?

Veuillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

The quality standards are regulated by the Code of Ethics.

The quality criteria impose the respect of the principles laid down in the Act on Attorneys at Law, such as the freedom and independence of the professional activities of an attorney, the freedom to choose a client or a legal representative, the principles of confidentiality and financial liability.

138) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- ☒ la prestation de l'avocat ?
- ☐ le montant des honoraires ?

Veuillez préciser :

The complaint about the performance of a lawyer have to be submitted to the territorially competent local bar association.

139) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires :

- ☐ le juge ?
- ☐ le ministère de la Justice ?
- ☒ une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

A disciplinary tribunal formed in the first instance from the local bar association's disciplinary committee, and in the second instance from the disciplinary committee of the National Bar Association shall conduct the disciplinary proceedings against lawyers.

140) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats:
Procédures disciplinaires initiées

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel	no data	no data	no data	no data

141) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :
Types de sanctions prononcées

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	no data	no data	no data	no data	no data

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

7. Modes alternatifs de règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

142) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Possibilité de médiation privée ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	☒	☒	☐	☐	☐
Affaires familiales (ex: divorces)	☒	☒	☐	☐	☐
Affaires administratives	☒	☒	☐	☐	☐
Licenciements	☒	☒	☒	☐	☐
Affaires pénales	☒	☒	☐	☐	☐

143) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, veuillez spécifier :

144) Pouvez-vous donner des informations sur les médiateurs accrédités ?

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de médiateurs :

1.207

145) Pouvez-vous donner des informations sur le nombre total de procédures de médiation concernant :

- les affaires civiles ?

☒ oui,
nombre :

1.131
- les affaires familiales ?

☐ oui,
nombre :
- les affaires administratives ?

☐ oui,
nombre :

les affaires de licenciements ?

☐ oui,
nombre :

les affaires pénales ?

☒ oui, 1.822
nombre :

Veillez indiquer la source pour la question 145

Source: the statistical database of the Ministry of Justice and Law Enforcement

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

146) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives de règlement des litiges (par ex. arbitrage) ? Veuillez spécifier :

Hungary's legal system provides for the better known types of alternative dispute resolution (ADR), so parties can try to settle disputes via arbitration or mediation instead of going to court.

In the Hungarian legal system, legal regulations at different levels - mainly Parliamentary Acts - govern alternative dispute resolution. They are set out below.

1. Arbitration procedure

Under Act LXXI of 1994 on Arbitration, the arbitration procedure can be used instead of court proceedings if (a) at least one of the parties is a person professionally engaged in economic activities to which the legal dispute relates (if this is not the case, ad hoc or permanent arbitration may also be decided on if allowed by the law), (b) if the parties can freely decide on the subject of the procedure, and (c) if arbitration proceedings were provided for by the parties in a written arbitration contract. The law may exclude the resolution of legal disputes by means of arbitration, and in certain types of civil actions arbitration cannot be used.

Arbitrators must be independent and impartial, they may not be representatives of the parties. Arbitrators may not accept orders in the course of the proceedings and must maintain complete confidentiality in respect of the facts that come to their knowledge, even after the proceedings have ended. In the case of the permanent court of arbitration, the arbitrators must declare all this in writing on being elected/appointed. Unless otherwise provided by the law, the permanent court of arbitration attached to the Hungarian Chamber of Commerce and Industry (based at 1055 Budapest, Kossuth tér 6-8) acts as the permanent court of arbitration in international cases.

2. Act I of 2004 on Sport establishing the Permanent Court of Arbitration for Sport

In certain sports-related cases and if the parties so request, the Permanent Court of Arbitration for Sport endeavours to bring about agreement. The cases concerned are primarily legal disputes between sport associations and their members, disputes between sport association members regarding their sports association-related activities, and disputes between sport associations/organisations or sportspeople and sports experts. The Permanent Court of Arbitration for Sport operates under the authority of the National Sports Association. The Presidium elects its President and at least 15 members for a term of four years from among lawyers with special legal qualifications and at least five years' legal practice in the field of sports. The Presidium elects two members of the Permanent Court of Arbitration for Sports upon the recommendation of the Hungarian Olympic Committee.

With the exceptions provided for by the law, the provisions of Act LXXI of 1994 on Arbitration apply to the procedure followed by the Permanent Court of Arbitration for Sports.

3. Mediation

Under Act LV of 2002 on Mediation, the parties (natural persons, legal persons, business entities without legal personality, other organisations) to a civil dispute connected with their personal and pecuniary rights may, if they so agree and if the law does not limit their right of disposition, use a mediation procedure to seek resolution. They may initiate such a procedure by calling on the services of a mediator. The Act specifies the range of civil legal actions in which mediation is not possible and where its provisions cannot apply to mediation and conciliation proceedings governed by other acts or to mediation in arbitration proceedings. The Ministry of

Justice publishes the register of mediators on its website: www.im.hu.

4. Mediation in healthcare

Under Act CXVI of 2000 on Mediation in Healthcare, a mediation procedure may be used to achieve the out-of-court resolution of legal disputes concerning service provision by healthcare providers to patients and to ensure fast and effective enforcement of the parties' rights. The parties must submit their mediation request to the regional chamber of judicial experts located nearest to the patient's home or to the place where the healthcare services concerned are provided. The healthcare provider must make the register of regional chambers of judicial experts public in an accessible manner. The register of healthcare mediators is kept by the Hungarian Chamber of Judicial Experts (1027 Budapest, Bem rakpart 33-34., I. 122.).

5. Mediation in matters of child protection

Under the 2003 amendment to Decree No. 149/1997 (IX. 10.) Korm. on child welfare agencies, child protection and child welfare administration, mediation in child protection matters was introduced from 1 January 2005 in cases where the parents or other persons authorised to maintain relations cannot agree on the manner or time of contact. Mediation in child protection matters can be initiated on the basis of a joint application by the parties to a child protection mediator. The register of child protection mediators is kept by the National Institute of Family and Social Policy. The register can be inspected in the official premises of the Court of Guardians and of the child welfare services.

6. Conciliatory corporate proceedings

a. The Labour Mediation and Arbitration Service established under Act XXII of 1992 on the Labour Code serves primarily to resolve collective labour-related disputes. This body carries out three activities: conciliation, mediation and arbitration. The body's mediation services can also be used to resolve private labour disputes, but the law does not make this compulsory for the parties concerned.

b. To enforce consumer rights, Act CLV of 1997 on Consumer Protection established conciliation bodies attached to the regional economic chambers. The conciliation bodies deal primarily with the out-of-court settlement of consumer disputes relating to the application of rules on the quality and safety of goods and services and product liability, and to the conclusion and implementation of contracts. The aim of the Conciliation Body procedure is to settle disputes between consumers and undertakings by agreement, and failing this to reach a ruling in the interests of enforcing consumers' rights quickly, effectively and simply. The bodies have no jurisdiction in disputes for which a rule establishes the competence of some other authority. Conciliation proceedings are initiated at the request of the consumer or, in the case of more than one consumer and with the authorisation of those concerned, of the civil organisation representing consumer interests.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de modes alternatifs de règlements des litiges et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

147) Nombre d'agents d'exécution

197

148) Les agents d'exécution sont-ils :

- ☐ des juges ?
- ☒ des huissiers de justice exerçant en profession libérale ?
- ☐ des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- ☐ d'autres agents d'exécutions ?

Veuillez préciser leur statut :

149) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- ☒ Oui
- ☐ Non

150) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- ☒ une instance nationale ?
- ☐ une instance régionale ?
- ☐ une instance locale ?

151) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- ☒ Oui
- ☐ Non

152) Les frais d'exécution sont-ils :

- ☒ réglementés par la loi ?
- ☐ librement négociés ?

Veillez indiquer la source pour la question 147

Source: the Hungarian Chamber of Judicial Officers

8. 1. 2. Supervision**153) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- ☒ Oui
- ☐ Non

154) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- ☒ une instance professionnelle ?
- ☐ le juge ?
- ☒ le ministère de la Justice ?
- ☐ le procureur ?
- ☐ autre ?

Veillez préciser :

155) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

Act LIII of 1994 on Judicial Execution, as well as numerous decrees issued by the Minister of Justice regulate all fields of enforcement agents' activities and set all necessary quality standards. Quality criteria are determined by different legal sources.

156) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

There is no debtor-based differentiation of enforcement mechanisms.

Veuillez indiquer les sources pour les questions 155 et 156

Sources: the Hungarian Chamber of Judicial Officers

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

**157) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
(Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum)**

- ☐ absence de toute exécution ?
☐ non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques?
☐ manque d'information ?
☒ durée excessive ?
☒ pratiques illégales ?
☒ supervision insuffisante ?
☐ coût excessif ?
☐ autre ?

Veuillez préciser:

1. unlawful partices
2. excessive length
3. insufficient supervision

158) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, veuillez préciser :

Amendments of the enforcement law are drafted on a regular basis, however, no special regulations are currently being prepared as regards decisions against public authorities.

159) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

☒ pour les affaires civiles ?

☐ pour les affaires administratives ?

160) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

☐ entre 1 et 5 jours ?

☐ entre 6 et 10 jours ?

☒ entre 11 et 30 jours ?

☐ plus ?

Veuillez préciser :

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution:

Faute déontologique

☐ oui,
nombre :

Insuffisance professionnelle

☒ oui, 2
nombre :

Délit pénal

☐ oui,
nombre :

Autre

☐ oui,
nombre :

162) Sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

Réprimande	☒ oui, nombre :	1
Suspension	☐ oui, nombre :	
Révocation	☐ oui, nombre :	
Amende	☒ oui, nombre :	1
Autre	☐ oui, nombre :	

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les questions 157 et 160

Sources: the Hungarian Chamber of Judicial Officers

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

163) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).
Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur).

The so called penalty enforcement judges have both initiative and control functions regarding the enforcement of criminal sanctions such as imprisonment, community service work and other additional penalties.

164) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez préciser :

Szima Mária Dancsné: The fine in the spot in the Hungarian legal system (In Magyar

Közigazgatás 7-8/2000.)

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

165) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non, allez à la question 170.

- ☒ Oui
☐ Non

166) Les notaires ont-ils un statut :

- | | | |
|--|--|-----|
| privé (sans contrôle par une autorité publique)? | ☐ oui,
nombre : | |
| de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics? | ☒ oui,
nombre : | 313 |
| public ? | ☐ oui,
nombre : | |
| autre ? | ☐ oui,
nombre et
précisez : | |

167) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- ☒ dans le cadre de la procédure civile ?
☒ dans le domaine du conseil juridique ?
☒ pour authentifier les actes/certificats ?
☐ autre ?

Veillez préciser :

Act XLI of 1991, Section 1, Paragraph 3: The notary public shall conduct probate action and other out-of-court proceedings assigned to his/her powers.

The notary public may provide legal consulting services only in procedures assigned to his/her powers.

Act XLI of 1991, Section 1, Paragraph 2: The notary public prepares public documents about contracts and facts of legal significance, keeps legal documents, accepts money, valuables and securities at the order of the parties in order to deliver them to the obligee and helps the parties to exercise their rights and to fulfill their obligations by counseling, while assuring equal opportunities for all parties.

Veillez indiquer la source pour la question 166

Source: the Hungarian Chamber of Notaries Public

9. 1. 2. Supervision

168) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

☒ Oui

☐ Non

169) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires :

☒ une instance professionnelle ?

☒ le juge ?

☒ le ministère de la Justice ?

☐ le procureur ?

☐ autre ?

Veuillez préciser :

According to Act XLI of 1991, Section 48, the presidential boards of the five territorial chambers of public notaries have the exclusive responsibility to supervise the operations, official duties and behaviour of notaries public, notary public candidates and deputy notaries public belonging to the territorial chamber.

Furthermore, judges supervise the notaries' operation in notarial non-litigious and other proceedings on the basis of Chapter XIII of the Act XLI of 1991.

Pursuant to Act XLI of 1991, Section 15/A, the Minister of Justice exercises judicial supervision over the operation of the organs of notary public self-government.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

In Hungary all activities of the notary public are fully authority activities. The notary public may not prepare private deeds, undertake representation, these being incompatible with the authority nature of his/her activities.

In contrast with the practice of most Western European countries, the exclusive powers of notaries apply to a very narrow scope. A tariff system defined by the law is an essential condition for the provision of unbiased, independent legal services of public authenticity.

10. Fonctionnement de la justice

10. 1. Réformes envisagées

10. 1. 1. Réformes

170) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? (par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. ...) Si oui, veuillez préciser.

In respect of the court system no significant reforms are on the agenda since reforms have already been implemented in the past decade.

In respect of the courts widespread discussions are conducted about how proceedings could be speeded up and what procedures could be conducted in electronic form. Namely:

1. After the introduction of electronic company registration the feasibility of conducting other procedures in electronic form is also examined.
2. Examination of the possibility of speeding up civil proceedings.

Examination of the possibility of increasing the number of personnel, including court clerks (which, naturally, entails budgetary consequences) providing support to judges in their work. Examination of the possibility of widening the scope of tasks performed by court clerks.